

Mobilisation sans précédent des citoyens européens pour l'embryon humain : Près d'1,8 million de signatures, plus de 100 000 françaises pour l'Initiative citoyenne européenne UN DE NOUS !

La clôture officielle de la collecte de signatures pour l'Initiative citoyenne UN DE NOUS, dont le cadre est établi par la Commission européenne, a eu lieu ce vendredi 1er novembre à minuit. Lancée il y a 1 an, l'initiative UN DE NOUS a rencontré un écho croissant dans toute l'Europe et soulevé une vague de mobilisation inédite sur le sujet de la protection de l'embryon humain grâce aux relais nationaux dont elle a bénéficié.

Non au financement européen de programmes impliquant la destruction d'embryons humains

UN DE NOUS demande à l'Union Européenne de ne plus financer la recherche impliquant la destruction d'embryons humains. **Environ 50 millions d'euros ont été consacrés à ce financement dans la période 2007-2013**. L'enjeu est le renouvellement de ce budget très controversé, au sein du Programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », qui va définir les budgets recherche pour la période 2014 – 2020.

L'initiative UN DE NOUS demande également de ne pas attribuer de financement européen à des programmes menaçant l'être humain dès sa conception. En effet, les financements européens de politiques d'aide au développement encourageant l'avortement posent problème. Or, **l'avortement relève de la compétence exclusive des États membres et non de l'Union Européenne**. Une proposition de résolution « sur la santé et les droits sexuels et génésiques » (SDSG), qui l'envisageait, a été mise en échec au Parlement européen mardi 22 octobre 2013 notamment pour cette raison (**voir les communiqués du 11 octobre et du 22 octobre**). C'est une occasion exceptionnelle de promouvoir une approche éthique de la recherche et de donner toute sa valeur à la protection de l'embryon humain.

Un signal fort envoyé aux instances européennes

L'Initiative citoyenne UN DE NOUS (« ONE OF US » dans sa version internationale) est une des toutes premières lancées en Europe à aboutir. Cet outil de démocratie participative a été mis en place par la Commission européenne en 2012. A l'approche des élections européennes, c'est un signal fort qu'envoient les citoyens européens soucieux de la protection de la dignité humaine.

Les deux conditions de validité sont remplies haut la main :

- 1,781 million de signatures sont enregistrées quand le seuil requis était d'1 million (comptage encore en cours) ;
- 20 Etats membres ont atteint leur quota imposé par la Commission européenne quand 7 étaient nécessaires ([ici le tableau complet des résultats par pays](#)).

La Commission et le Parlement européen ont l'obligation de se prononcer dans les prochains mois. En France, le nombre de signataires dépasse 100 000 : c'est le double du minimum requis par l'Union européenne pour notre pays. L'Initiative a été portée par quatre structures qui ont uni leur force.

CONTACT PRESSE : Guenièvre Mouchet - gmouchet@fondationlejeune.org - 06 47 95 66 60